



www.npa2009.org

cheminot.anticapitaliste@gmail.com

Pour gagner, préparons un nouveau mouvement de grève d'ampleur !

Pépy contre attaque une fois de plus. Cinq mois après la grève de Juin contre la réforme ferroviaire, le président de la SNCF annonce au Figaro qu'il va proposer au prochain conseil d'administration des mesures pour diminuer la masse salariale. Il s'appuie sur divers rapports, notamment celui de l'ultra-libéral Nicolas Baverez, disant que les cheminots coûtent cher et gagnent plus que dans le privé. Faudrait avoir honte d'avoir une grille salariale, car nous sommes un frein pour que les patrons se mettent plus de fric dans les poches ! Ils ont trouvé la formule magique "GVT", Glissement Vieillesse Technicité pour dénoncer les cheminots qui ont de l'expérience et qui restent dans l'entreprise. Ils oublient juste que les cheminots ne restent pas au boulot plus longtemps par plaisir, mais parce que les dernières attaques successives sur les retraites les forcent à rester en activité, sinon c'est la pension réduite à cause de la décote... Donc plutôt que d'enlever aux cheminots les échelons et le déroulement de carrière à l'ancienneté, il faudrait plutôt les généraliser aux salariés des autres secteurs !

Salaires, emploi, réglementation : travailleurs vs. patrons !

La réforme ferroviaire votée le 4 Août prévoit l'abrogation du RH0077, et elle va aussi rendre caduc l'accord des 35h dans l'entreprise. Pour les patrons, il est temps maintenant de rabaisser les conditions de travail de 95% du secteur ferroviaire avec la convention collective, et aussi de diviser les cheminots dans une multitude d'entreprises, avec des réglementations et des accords d'entreprise différents... Tout y passe pour les patrons !! Nous devons donc nous battre pour obtenir le retrait de la réforme ferroviaire et créer les conditions pour étendre nos droits à ceux des autres salariés du secteur ferroviaire. Et ce qui se cumule avec tout ça, c'est les milliers de

suppressions de postes que la direction impose partout sur le territoire, notamment au Fret, chez les vendeurs Grandes Lignes, dans les services communs... Sans parler des milliers de postes qui ne sont laissés vacants par absence de recrutement, soit-disant à causes des « difficultés à embaucher » (dur à croire avec 10 millions de chômeurs...) ou des « difficultés financières de l'entreprise » (dur à croire quand on voit les augmentations de salaires des 10 dirigeants principaux, ou les dépenses hallucinantes de communication...). L'actualité le démontre bien, les profits et la pauvreté augmentent mais pas nos salaires. Tout cela va dans le sens du gouvernement qui depuis son avènement n'a fait qu'augmenter les impôts indirects payés par les travailleurs, pour baisser les dépenses sociales publiques et les cotisations sociales des entreprises... Tout ça afin de permettre aux entreprises d'augmenter leurs profits ! Sans oublier les 40 milliards d'€ de cadeau aux patrons du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi... : c'est encore la classe ouvrière qui paiera l'addition !

En Belgique, les travailleurs ne restent pas sur la touche !

Les travailleurs belges viennent de réussir massivement la journée de grève du 6 novembre, avec 120 000 manifestants, venus de tout le pays afin de manifester leur colère envers le gouvernement. Un gouvernement belge qui fait exactement la même politique que Hollande-Valls : il fait la chasse aux chômeurs, tente d'écraser les salaires, et fait la part belle aux grandes fortunes avec des cadeaux fiscaux pour soit disant relancer la croissance... Mais la dynamique de lutte est lancée : les travailleurs belges et leurs syndicats comptent remettre ça le 15 décembre, pour en faire une journée de grève encore plus importante. Soutenons-les, et surtout suivons leur exemple !

Les cheminots Allemands à la Une !

Récemment, les cheminots de la Deutsche Bahn sont partis en grève reconductible, et ont réussi à tenir tête plusieurs jours à leur patron, au gouvernement, ...et aussi à la direction bureaucratique du syndicat majoritaire (DGB). Le patronat allemand a fait face à une grève offensive, menée par un syndicat minoritaire (GDL), mais qui revendiquait des augmentations salariales, une diminution du temps de travail, la diminution des heures supplémentaires... Les patrons de la DB n'ont pas répondu favorablement à l'ensemble des revendications, d'autant que les grévistes faisaient face non seulement au patron, mais aussi à la désinformation médiatique et à la direction du syndicat DGB, qui a accompagné la privatisation. Cette grève montre que quand les travailleurs sont prêts à se battre, ils peuvent faire grève massivement, pour des revendications offensives, et réussir à bloquer le trafic, même contre la direction du syndicat majoritaire !

Encore un accident mortel

Dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 novembre, un ouvrier de la société Colas Rail qui travaillait sur le renouvellement de la ligne Rennes-Redon a été happé par le portique mobile d'un wagon. Il a eu la jambe sectionnée et est mort très rapidement.

250 salariés du sous-traitant de la SNCF travaillent sur ce chantier. Il faut que tous les éléments soient donnés aux cheminots du public et du privé sur cet accident afin que chaque travailleur concerné puisse s'assurer que toutes les mesures sont prises pour cela ne se reproduise pas. On pour gagner notre vie, pas pour la perdre.

Leurs feuilles de paie et les nôtres

L'homme qui raconte que nous sommes trop payés, Guillaume Pepy, touche aujourd'hui 450 000€ par an, le maximum de la fonction publique. Les dix plus hauts salaires de la SNCF ont augmenté de 10,3 % en 2013 et la rémunération des membres du comité exécutif de la SNCF a augmenté de 25 % en un an. Mais ce seraient sans doute des salaires d'embauche de 1200 € qui plomberaient le budget de la SNCF !

Pour étrangler la combativité, la direction utilise tous les prétextes...

Comme souvent, dans les chantiers où les cheminots travaillent en horaires décalés, les agents en profitent pour casser la croûte sans forcément interrompre la production. C'est ce qui s'est passé aux ateliers de Courbessac à Nîmes. Un matin, ils ont fait chauffer

la plancha et quelques saucisses... et ça n'a pas plu à tout le monde. Plusieurs agents ont reçu des demandes d'explication, en particulier un jeune non commissionné et des militants CGT. Parmi ces militants, il y a évidemment des animateurs de la grève de juin dernier, dont un qui s'est retrouvé avec une menace de mise à pied de 6 à 12 jours. Le chef des ateliers voulait frapper fort pour casser la combativité et faire porter à la section CGT le chapeau du licenciement d'un jeune embauché. La réaction d'une centaine de cheminots de la région a fait pencher la balance : ils se sont rendu le 4 novembre dernier aux ateliers pour interpeller la direction en demandant l'annulation des sanctions. Finalement la direction a reculé après le rassemblement : il n'y aura pas de mise à pied. La lutte doit se poursuivre, car malgré tout, deux agents sont sous la menace d'un blâme et d'un sursis.

L'esclavage non merci

Le banquier d'affaires millionnaire, ministre de l'économie, Emmanuel Macron, prépare une loi pour permettre aux commerces, presque partout, d'ouvrir le dimanche (12 par an !), et pour des « lieux de consommation exceptionnelle » jusqu'à minuit en semaine. Plus crapuleux encore : les entreprises de moins de 20 salariés seraient « dispensées de verser des compensations salariales ». Pour le gouvernement PS-Medef, les travailleurs doivent être corvéables à merci. Mensonge habituel : les salariés devraient être « volontaires ». Des milliers de salariés du commerce et des grands magasins ont défilé le 14 novembre pour lui dire ce qu'ils pensent de ce soi-disant volontariat, contre le travail du dimanche, et contre les bas salaires, qui forcent beaucoup de salariés à accepter les chantages des patrons.

Rémi : le gouverne...ment

Rémi Fraisse, jeune militant écologiste de 21 ans, a bien été tué par la police. Ce n'est pas une simple bavure : le gouvernement avait donné des consignes « d'extrême fermeté » et tout couvert à l'avance, une quarantaine de grenades offensives ont été lancées cette nuit-là, l'une a fini par tuer. Les CRS ont tout de suite compris, les autorités ont cherché à cacher les faits pendant plusieurs jours. Les PV et les enregistrements l'ont prouvé. Sur toute la ligne ils ont menti. Une partie de la jeunesse ne s'est pas laissée duper : des milliers de lycéens ont manifesté pour exiger la démission du ministre de l'intérieur Cazeneuve et que les meurtriers en uniforme soient poursuivis.